

PHARMA FILE BELGIQUE

“DÉCONTAMINER les cabinets ministériels!”

Le PTB dépose une proposition anti-conflits d'intérêts qui peuvent exister entre cabinets politiques et les multinationales.

► Ils sont politiques, cabinettards puis administrateurs ou conseillers haut placés de multinationales. Parfois tout cela à la fois. Une situation qui charrie un lot important de conflits d'intérêts, selon le PTB. Le parti de Raoul Hedebouw veut “décontaminer les cabinets ministériels”. Une proposition de loi en ce sens va être déposée.

Elle instituerait un sas de décontamination entre les postes liés au monde politique, les entreprises cotées en Bourse, une multinationale ou une banque. Avec une interdiction pour eux de passer de l'un à l'autre dans un délai de 5 ans. Il s'agit en fait du sérieux renforcement d'une proposition déposée l'an dernier. La période de décontamination ne concernait alors que les ministres et les parlementaires.

Elle est étendue aux collaborateurs des cabinets ministériels ! Ceux-ci ne pourraient plus agir en qualité de consultant ou d'avocat pour une entreprise ou une association avec laquelle ils auraient été en lien comme cabinettards.

Pour les nouveaux arrivants dans les cabinets, le PTB demande également qu'un CV reprenant les activités durant les cinq années précédentes puisse être analysé par le Parlement.

Pourquoi ces demandes bien peu libérales ?

Les “pharma files”, révélés par la presse du nord du pays, ont été la goutte qui fait déborder le

— vase pour le parti d'extrême gauche. Ellen

Vanhaeren, qui fut

▲ membre haut placée du cabinet de Maggie De Block (Open-VLD), ministre de la Santé,

est devenue la directrice de l'entre-

prise pharmaceutique Celgene. “Il faut bien constater qu'il y a des relations incestueuses, de conflits d'intérêts, avec les allers et retours problématiques entre le monde politique et les multinationales, le gros business”, constate Raoul Hedebouw.

“On a une membre du cabinet de la ministre de la Santé Maggie De Block qui arrange un accord avantageux pour une multinationale... puis part travailler pour elle !”, ajoute Marco Van Hees, député

PTB à la Chambre qui cosigne la proposition de loi et a interpellé le ministre ce jeudi à la Chambre.

Il liste d'autres cas qu'il juge problématiques : “Jean-François LeRouge, ex-cadre d'Electrabel-Engie, a été au cabinet de Marie-Christine Marghem (MR), ministre de l'Énergie. Ou Simon Put du cabinet du ministre de la Défense Vandepuut (N-VA), qui est parti chez Lockheed Martins après l'achat des F-35 par l'État belge pour le contrat du siècle... chez Lockheed Martins.”

MARCO VAN Hees donne d'autres exemples de ce qu'il qualifie de système de “portes tournantes”. Jacqueline Galant et le cabinet Clif-

ford Chance ou la cheffe de cabinet de Didier Reynders (MR). “Prenez encore le cas de Mathieu Isenbaert, ex-chef de cabinet du ministre des Finances Van Overtveldt (N-VA). Il a décidé de fonder son propre cabinet d'avocats, Sintax. Sa spécialité ? Le droit fiscal, particulièrement la défense des multinationales. Bref, il s'agit ici d'écrire les règles du jeu et d'ensuite proposer aux gros joueurs de les aider à mieux les faire jouer en leur faveur.”

Adrien de Marneffe